



**BANQUE LAURENTIENNE
DU CANADA**

NOTICE ANNUELLE

28 février 2002

AVANT-PROPOS

Introduction

La Banque Laurentienne du Canada (« la Banque ») a fourni son analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière (« l'Analyse de la direction ») aux pages 28 à 45 du rapport annuel de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001 (« le Rapport annuel 2001 »).

Documents incorporés par renvoi

Certaines parties des documents suivants sont incorporées par renvoi à la présente notice annuelle, tel qu'indiqué dans le texte :

- i) l'Analyse de la direction, en son entier;
- ii) le Rapport annuel 2001;
- iii) la Circulaire de sollicitation de procurations de la direction, jointe à l'avis d'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires de la Banque daté du 22 janvier 2002 (« la Circulaire »).

TABLE DES MATIÈRES

RUBRIQUE 1 – PAGE FRONTISPICE	
RUBRIQUE 2 – STRUCTURE DE L’ENTREPRISE	4
RUBRIQUE 3 – DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L’ACTIVITÉ	5
RUBRIQUE 4 – DESCRIPTION DE L’ACTIVITÉ	6
Organisation.....	6
Comité de direction.....	6
Comité de planification.....	6
Services financiers aux particuliers et Services financiers aux entreprises.....	6
B2B Trust et Services financiers aux intermédiaires.....	9
Gestion du patrimoine et Courtage.....	10
Secteurs corporatifs.....	10
Trésorerie, Marchés financiers et Gestion de risques.....	10
Finance et Développement stratégique.....	11
Technologie de l’information, Services administratifs et Gestion immobilière.....	11
Ressources humaines et Affaires corporatives.....	12
Vérification et Sécurité.....	12
Concurrence.....	13
Restructuration importante.....	13
Liquidités et placements.....	13
Portefeuille de prêts.....	13
Prêts douteux.....	14
Immeubles.....	14
Protection de l’environnement.....	14
Dépôts.....	14
Capital.....	15
Opérations entre apparentés.....	15
Renseignements financiers consolidés de la Banque.....	15
RUBRIQUE 5 – PRINCIPAUX ÉLÉMENTS D’INFORMATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE DE LA BANQUE	15
Données annuelles.....	15
Dividendes.....	16
Politique de dividendes.....	16
RUBRIQUE 6 – ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D’EXPLOITATION	16
RUBRIQUE 7 – MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES	17
RUBRIQUE 8 – ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS	17
Administrateurs.....	17
Membres de la direction.....	17
RUBRIQUE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	22

NOTICE ANNUELLE

RUBRIQUE 2 – STRUCTURE DE L'ENTREPRISE

La Banque Laurentienne du Canada (« la Banque ») fut fondée à Montréal en 1846 comme société mutuelle d'épargne. Elle est devenue une société par actions en vertu d'une charte octroyée le 27 avril 1871 aux termes d'une loi du parlement du Canada concernant les banques d'épargne.

La Banque était connue, avant le 28 septembre 1987, sous le nom de Banque d'épargne de la Cité et du District de Montréal. C'est à cette date que la Banque est devenue une banque à charte de l'annexe II de la *Loi sur les banques* (Canada), aux termes de lettres patentes alors émises par le ministre des Finances du Canada.

Le 12 novembre 1997, la Société financière Desjardins-Laurentienne, qui détenait 10 357 623 actions ordinaires de la Banque, soit 57,5 % des actions de cette catégorie, a vendu celles-ci par voie d'une distribution secondaire. De ce fait, la Banque est devenue une banque à charte de l'annexe I de la *Loi sur les banques* (Canada).

Le siège social et principal établissement de la Banque est situé au 1981, avenue McGill College, Montréal (Québec) H3A 3K3.

Au 31 octobre 2001, la Banque détenait, directement ou indirectement, toutes les actions votantes et non votantes, le cas échéant, des filiales suivantes :

- Trust La Laurentienne du Canada Inc. (« Trust La Laurentienne »), incorporée en vertu de la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne* (Québec);
- BLC Trust (auparavant Trust BLC et auparavant Société d'épargne et d'hypothèque Banque Laurentienne), incorporée en vertu de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* (Canada);
- Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. (auparavant BLC Valeurs mobilières inc. et auparavant BLC Rousseau inc.) incorporée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*;
- BLC Services financiers inc. (auparavant Service de placements Banque Laurentienne inc.), incorporée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*;
- BLC Capital II inc., incorporée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

À la même date, la Banque détenait 74,3 % des actions ordinaires de B2B Trust (auparavant Compagnie de fiducie Sun Life), régie par la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* (Canada); 51 % des actions ordinaires de Corporation financière Brome inc., incorporée en vertu de la Partie IA de la *Loi sur les compagnies* (Québec); et 50,1 % des actions ordinaires de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc., incorporée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

RUBRIQUE 3 - DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ

Le 1^{er} novembre 1998, la Banque a acquis 51 % des actions de Corporation financière Brome inc. (« Brome ») par le biais d'une nouvelle émission d'actions. Brome, fondée en 1994, est une entreprise active dans le domaine de l'affacturage et du financement des PME. Le 6 novembre 1998, grâce notamment à cet investissement de la Banque, Brome concluait l'acquisition de la division Financement Mercantile Commcorp de Newcourt Financial Ltd. Le principal partenaire de la Banque dans Brome est le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ).

Le 14 septembre 1999, la Banque et la Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque ont annoncé la mise sur pied d'une coentreprise de fonds d'investissement sous la raison sociale BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. Quelques mois plus tard, la Banque a vendu à BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs toutes les actions de sa filiale de gestion de portefeuille, Laurvest inc., et a fusionné les deux compagnies.

Le 1^{er} février 2000, Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc., filiale en propriété exclusive de la Banque, a complété l'achat de toutes les actions émises et en circulation de la firme de courtage Tassé & Associés, Limitée, active dans 13 municipalités du Québec. La Banque recrutait ainsi, par l'intermédiaire de sa filiale, plus d'une centaine de représentants-conseils au Québec et élargissait les services aux particuliers de Valeurs mobilières Banque Laurentienne à plus de 12 000 clients.

Le 1^{er} mars 2000, la Banque a acquis la totalité du capital-actions émis et en circulation de la Compagnie de fiducie Sun Life. Cette acquisition a permis à la Banque d'ajouter les prêts hypothécaires résidentiels à la gamme de produits qu'elle offre aux intermédiaires financiers indépendants et d'augmenter de plus de 500 le nombre de ces intermédiaires financiers indépendants avec lesquels la Banque entretient des relations d'affaires. Puis, le 5 avril 2000, la Banque a annoncé que la Compagnie de fiducie Sun Life deviendrait B2B Trust, une filiale fournissant des produits bancaires et financiers génériques et complémentaires à des intermédiaires financiers indépendants, des institutions financières non bancaires et des détaillants partout au Canada.

La Banque a finalisé l'acquisition de 43 succursales de la Banque Scotia au Québec, le 1^{er} novembre 2000. Situées principalement à l'extérieur des grands centres urbains, ces nouvelles succursales représentent un bassin de 165 000 clients. Des renseignements supplémentaires concernant cette acquisition se retrouvent à la note 2 des états financiers consolidés - « Acquisitions » - à la page 67 du Rapport annuel 2001.

La Banque et B2B Trust ont annoncé le dépôt d'un prospectus définitif le 20 juin 2001 visant un premier appel public à l'épargne de 5 560 000 actions ordinaires de B2B Trust à un prix de 9,00 \$ l'action, représentant un produit brut d'environ 50 millions \$. Suite à l'exercice des options visant les attributions excédentaires, 834 000 actions ordinaires supplémentaires ont été émises, pour un total de 6 394 000 actions ordinaires et un produit brut d'environ 57 millions \$.

Le 29 août 2001, le conseil d'administration de la Banque a approuvé un plan d'affaires visant à faire de la Banque une entreprise davantage centrée sur le client. La nouvelle structure de la Banque comprend les lignes d'affaires suivantes : Services financiers aux particuliers; Services financiers aux entreprises, ces deux lignes d'affaires reflétant l'ensemble des services bancaires, concertés sous une direction commune; B2B Trust et Services financiers aux intermédiaires; Gestion du patrimoine et Courtage - appuyées par les secteurs corporatifs : Finance et Développement stratégique; Technologie de l'information, Services administratifs et Gestion immobilière; Trésorerie, Marchés

financiers et Gestion de risques; Ressources humaines et Affaires corporatives; et une fonction indépendante, Vérification et Sécurité.

Des renseignements supplémentaires concernant le développement de la Banque se retrouvent sous la rubrique « Revue des activités » aux pages 11 à 27 du Rapport annuel 2001.

RUBRIQUE 4 - DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

Organisation

Les principales activités de la Banque se retrouvent dans les lignes d'affaires – Services financiers aux particuliers; Services financiers aux entreprises, ces deux lignes d'affaires reflétant l'ensemble des services bancaires, concertés sous une direction commune; B2B Trust et Services financiers aux intermédiaires; Gestion du patrimoine et Courtage – appuyées par les secteurs corporatifs : Finance et Développement stratégique; Technologie de l'information, Services administratifs et Gestion immobilière; Trésorerie, Marchés financiers et Gestion de risques; Ressources humaines et Affaires corporatives; et une fonction indépendante, Vérification et Sécurité.

Gestion du patrimoine et Courtage constitue une nouvelle ligne d'affaires regroupant les activités de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs et de Valeurs mobilières Banque Laurentienne. La Banque a commencé à divulguer les résultats complets de Gestion du patrimoine et Courtage au terme du premier trimestre de l'exercice financier 2002.

Comité de direction

La direction de la Banque est assumée par le président et chef de la direction. Un comité de direction, formé du président, de quatre premiers vice-présidents exécutifs, de cinq vice-présidents exécutifs et d'un premier vice-président élabore les stratégies à long terme de la Banque et discute des questions importantes auxquelles la Banque doit faire face. Ce comité se réunit régulièrement, ordinairement toutes les deux semaines.

Comité de planification

Les membres du comité de direction sont également membres du comité de planification de la Banque. D'autres dirigeants de la Banque font également partie de ce comité; leurs noms apparaissent à la rubrique 8 de cette notice annuelle. Le comité de planification se réunit sous la direction du président au moins deux fois par année pour faire le point sur le plan d'affaires de la Banque.

Services financiers aux particuliers et Services financiers aux entreprises

La Banque a décidé d'associer l'ensemble de ses services bancaires – les Services financiers aux particuliers et les Services financiers aux entreprises, de même que les services de cartes de crédit Visa – sous une direction commune afin d'en maximiser les synergies et d'en optimiser les opérations. Un premier vice-président exécutif assume la responsabilité de cette direction commune. Au sein des Services financiers aux particuliers, il est secondé par deux premiers vice-présidents qui assument la direction du développement des affaires des Services financiers aux particuliers dans les régions

desservies par la Banque, soit le Québec ainsi que l'Ontario et l'Ouest du Canada. Il est aussi appuyé par un premier vice-président, Marketing, et par deux vice-présidents qui assument les responsabilités en matière de ressources humaines ainsi qu'en matière de finance et contrôle. Dans le secteur des Services financiers aux entreprises, un vice-président exécutif chapeaute les centres d'Affaires commerciales, de Financement immobilier et de Financement aux grandes entreprises.

Les Services financiers aux particuliers et les Services financiers aux entreprises n'en poursuivent pas moins des objectifs stratégiques propres, destinés à assurer le développement de leurs activités, de leurs clientèles et de leurs résultats financiers.

Services financiers aux particuliers

Les Services financiers aux particuliers offrent un éventail de services financiers par l'intermédiaire d'un réseau de 230 succursales dont 165 sont situées au Québec, 51 en Ontario et 14 dans l'Ouest canadien. La Banque dispose en plus d'un réseau de 367 guichets automatiques.

Services bancaires

Par le biais de son réseau de succursales, la Banque propose une gamme de comptes de dépôts personnels simplifiée. La tarification favorise les détenteurs de forfaits – dont, entre autres, des forfaits à prix modique établis par la Banque en conformité avec les normes du Bureau du surintendant des institutions financières – ainsi que les utilisateurs de services électroniques. Cette approche reflète les tendances du marché et correspond aux nouveaux besoins de la clientèle.

La Banque, ainsi que ses filiales Trust La Laurentienne, BLC Trust et B2B Trust, sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada. Trust La Laurentienne, BLC Trust et B2B Trust sont également inscrites à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec. Par conséquent, les dépôts assurables confiés à ces institutions sont couverts par l'assurance-dépôts jusqu'à concurrence de 60 000 \$ par personne et par institution.

La Banque offre plusieurs autres produits et services dont la carte de crédit Visa, la carte de débit, les coffrets de sûreté, les chèques de voyage, les services de change étranger, les mandats personnels, la protection sur les comptes à découvert, l'assurance-vie et invalidité crédit et plusieurs forfaits bancaires. Elle offre également un service téléphonique relié à un Centre télébancaire, ainsi qu'un ensemble de services électroniques disponibles par le biais d'un site Internet.

Par le biais de BLC Services financiers, la Banque offre par ailleurs, sous l'appellation Sélection Banque Laurentienne, une gamme de 30 fonds communs de placement parmi sept familles canadiennes de fonds communs de placement : AIC; Fonds AIM (Placement Trimark); Fonds CI; Fidelity Investments; Mackenzie; Placements Spectrum; et Fonds R.

D'autre part, au mois de décembre 2001, la Banque a cédé le contrat de gestion relié aux Fonds IRIS à BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs afin de les regrouper sous la bannière des Fonds R. Les 22 Fonds R représentent aujourd'hui la plus importante famille de fonds communs de placement distribuée par la Banque.

Parmi la gamme de produits de crédit offerts aux particuliers, on retrouve une variété de prêts personnels, les marges de crédit, les prêts étudiants et les prêts hypothécaires.

Comme les autres services bancaires, les produits de crédit doivent être adaptés aux besoins et aux attentes des consommateurs. Le développement de nouveaux produits et de nouveaux canaux de distribution répond à cette transformation des habitudes des clientèles. La Banque répond à cette tendance en offrant aux consommateurs des facilités de financement sur les lieux mêmes de leurs achats et en offrant à des services publics, ainsi qu'à des distributeurs et à des détaillants, des programmes de financement adaptés à leurs besoins et à ceux de leurs clients.

Les prêts hypothécaires résidentiels constituent un élément important du portefeuille de prêts de la Banque. Ces prêts portent intérêt à un taux fixe ou flottant pour un terme pouvant varier de six mois à dix ans et sont amortissables habituellement sur une période de 20 ou 25 ans. En vertu des dispositions de la *Loi sur les banques*, la Banque ne peut prêter qu'à concurrence de 75 % de la valeur des biens immeubles qui constituent l'objet d'une garantie, sauf si le prêt est assuré, en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*. Dans ce cas, la Banque peut prêter jusqu'à concurrence de 95 % de la valeur des biens immeubles.

Services administratifs et fiduciaires

Par l'intermédiaire de sa filiale Trust La Laurentienne, la Banque offre à sa clientèle des services de fiducie comprenant l'administration des biens et l'administration de régimes enregistrés.

Une présentation plus détaillée des activités et des résultats des Services financiers aux particuliers se retrouve aux pages 11 à 13 du Rapport annuel 2001 sous la rubrique « Revue des activités ». Les résultats financiers des Services financiers aux particuliers sont présentés à la note 21 des états financiers consolidés - « Information sectorielle » - aux pages 82 et 83 du Rapport annuel 2001.

Services financiers aux entreprises

Depuis 1987, la Banque offre un ensemble de services financiers aux petites, moyennes et grandes entreprises canadiennes, ainsi qu'aux promoteurs et entrepreneurs immobiliers. Ces services comprennent le financement commercial, la participation à des financements plus importants au sein de syndicats bancaires, le financement hypothécaire commercial et l'affacturage.

Depuis le début de 2001, cette clientèle a également accès à un site Internet spécifique. Environ 80 % des clients des Services financiers aux entreprises y sont inscrits et l'utilisent pour obtenir de l'information et effectuer toute une gamme de transactions électroniques.

Au cours des dernières années, les Services financiers aux entreprises ont connu une croissance rapide, tant du côté de son actif que de sa rentabilité, l'actif étant passé de 1,6 milliard \$ en 1995 à 2,8 milliards \$ en l'an 2001. Au terme de l'exercice financier 2001, sa contribution au revenu net de la Banque s'élevait à 35,4 %.

En 2001, la gestion de tous les prêts commerciaux de 250 000 \$ à 1 million \$ a été transférée des Services financiers aux particuliers, secteur Service aux entreprises aux Services financiers aux entreprises.

Au 31 octobre 2001, les Services financiers aux entreprises géraient un portefeuille de 2,1 milliards \$ de prêts commerciaux et de 0,9 milliard \$ d'hypothèques commerciales. Ce portefeuille est décrit de manière détaillée aux pages 35 à 43 du Rapport annuel 2001, sous la rubrique " Actif au bilan et actif administré ".

Une présentation plus détaillée des activités et des résultats des Services financiers aux entreprises se retrouve aux pages 13 à 17 du Rapport annuel 2001 sous la rubrique « Revue des activités ». Les résultats financiers des Services financiers aux entreprises sont présentés à la note 21 des états financiers consolidés - « Information sectorielle » - aux pages 82 et 83 du Rapport annuel 2001.

B2B Trust et Services financiers aux intermédiaires

Depuis 1995, les services offerts par la Banque aux intermédiaires financiers indépendants - principalement des planificateurs financiers, des conseillers en placement et des courtiers en dépôts - ont connu une croissance exceptionnelle.

B2B Trust, une institution financière réglementée, fournit des produits bancaires et financiers génériques et complémentaires à l'intention des intermédiaires financiers indépendants, des institutions financières non bancaires et des détaillants partout au Canada.

B2B Trust dispose à cet effet d'un éventail d'outils technologiques - dont un site Internet dédié - grâce auxquels elle peut offrir aux intermédiaires financiers indépendants et aux détaillants un accès efficace à une gamme de produits génériques de paiement, d'épargne et de crédit ainsi qu'à certains produits complémentaires offerts par des représentants autorisés. Les intermédiaires financiers indépendants et détaillants peuvent également utiliser les plateformes technologiques de B2B Trust pour distribuer leurs produits, dispenser leurs services, présenter des portails transactionnels et produire des relevés de comptes intégrés.

B2B Trust entretient des relations d'affaires avec plus de 10 000 intermédiaires financiers indépendants à travers le Canada, dont 80 % sont établis à l'extérieur du Québec. Elle a aussi développé des ententes de distribution avec plusieurs institutions financières non bancaires.

Au sein de l'organisation de la Banque, la responsabilité des activités et du développement de B2B Trust est confiée à deux vice-présidents exécutifs, également cochefs de l'exploitation de cette filiale.

Sous la responsabilité d'un vice-président exécutif, les Services financiers aux intermédiaires sont, entre autres, responsables d'un portefeuille de dépôts à terme et de prêts hypothécaires offert par l'entremise d'intermédiaires financiers indépendants.

Dépôts

Par le biais de son réseau de distribution indépendant composé principalement de courtiers en dépôts et en valeurs mobilières, B2B Trust et Services financiers aux intermédiaires proposent une sélection de dépôts à terme qui, au choix des clients, peuvent être effectués auprès de la Banque, de B2B Trust, de BLC Trust ou de Trust La Laurentienne. Combinée à une structure de service à la clientèle centralisée et efficace, cette approche permet de rejoindre les investisseurs désireux de jumeler rendements élevés et sécurité du placement traditionnel.

En 2001, le portefeuille de dépôts moyen géré par B2B Trust et Services financiers aux intermédiaires s'élevait à 4,8 milliards \$.

Prêts personnels

Parmi les produits de crédit offerts, B2B Trust et Services financiers aux intermédiaires proposent une gamme complète de prêts à l'investissement et d'avances de fonds sur la carte de crédit Visa. Les prêts à l'investissement sont distribués par des intermédiaires financiers indépendants auprès de clients investisseurs qui souhaitent augmenter leur capacité d'achat de fonds communs de placement par le biais d'emprunts à des conditions avantageuses.

En 2001, le portefeuille de prêts moyen détenu par B2B Trust et Services financiers aux intermédiaires s'élevait à 3,5 milliards \$.

Une présentation plus détaillée des activités et des résultats de B2B Trust et Services financiers aux intermédiaires se retrouve aux pages 17 à 20 du Rapport annuel 2001 sous la rubrique « Revue des activités ». Les résultats financiers de B2B Trust et Services financiers aux intermédiaires sont présentés à la note 21 des états financiers consolidés – « Information sectorielle » – aux pages 82 et 83 du Rapport annuel 2001.

Gestion du patrimoine et Courtage

Au cours de l'exercice financier 2001, la restructuration des activités de la Banque s'est traduite, entre autres, par la création d'une nouvelle ligne d'affaires, Gestion du patrimoine et Courtage. Cette entité regroupe désormais les activités de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs et de Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

Gestion du patrimoine et Courtage ont commencé à divulguer leurs résultats complets au terme du premier trimestre de l'exercice financier 2002.

Une présentation plus détaillée des activités et des résultats de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs et de Valeurs mobilières Banque Laurentienne se retrouve aux pages 20 et 21 du Rapport annuel 2001 sous la rubrique « Revue des activités ». À la note 21 des états financiers consolidés – « Information sectorielle » – aux pages 82 et 83 du Rapport annuel 2001, la catégorie « Autres » inclut notamment les résultats financiers de Valeurs mobilières Banque Laurentienne, de même que la quote-part de la Banque dans la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs.

Secteurs corporatifs

Les lignes d'affaires de la Banque sont soutenues par les Secteurs corporatifs : Trésorerie, Marchés financiers et Gestion de risques; Finance et Développement stratégique; Technologie de l'information, Services administratifs et Gestion immobilière; Ressources humaines et Affaires corporatives; et une fonction indépendante, Vérification et Sécurité.

Trésorerie, Marchés financiers et Gestion de risques

Afin d'encadrer l'ensemble de ses activités transactionnelles, tout en assurant une gestion optimale des risques qui y sont liés, la Banque a regroupé au sein d'un même

secteur corporatif les services de trésorerie, de marchés financiers et de gestion de risques.

Sous la responsabilité du premier vice-président exécutif, Trésorerie et Marchés financiers et chef de la gestion des risques, ce secteur est responsable de la gestion de l'appariement de l'actif et du passif de la Banque, ainsi que de la gestion de la marge bénéficiaire.

Ses attributions incluent également la gestion des risques de crédit, pour l'ensemble de la Banque, relativement à l'autorisation du crédit à la consommation et du crédit commercial, de même que le recouvrement. La Banque maintient une politique de crédit conservatrice : aucun prêt à un seul emprunteur privé ne peut dépasser 40 millions \$ sans l'autorisation expresse du comité de crédit du conseil d'administration.

Les demandes de prêts excédant les latitudes déléguées doivent être soumises à un comité interne de la Banque. Celles qui excèdent la limite attribuée au comité interne doivent être soumises au comité de crédit du conseil d'administration.

Le premier vice-président exécutif est également président du comité de gestion de l'actif et du passif et du comité de gestion du risque opérationnel. Il est soutenu dans ses fonctions par un premier vice-président et trésorier, lequel est président du comité de finances, par un vice-président, Crédit et par une vice-présidente, Intégration des risques et gestion du risque opérationnel.

Les mandats et attributions de ces comités sont décrits à la page 47 du Rapport annuel 2001.

Finance et Développement stratégique

Sous la responsabilité du premier vice-président exécutif et chef de la direction financière, le secteur Finance et Développement stratégique exerce à la fois une fonction de coordination et de soutien des initiatives des lignes d'affaires de la Banque, et une fonction de direction. Il appartient à ce secteur d'assurer que, dans le cadre du plan stratégique de la Banque, l'ensemble des activités de la Banque répondent aux objectifs définis.

Le secteur Finance et Développement stratégique exerce également une fonction de planification financière. À ce titre, il doit veiller à la comptabilité des opérations, la planification et le contrôle financier des activités de la Banque, le développement des systèmes d'information de gestion financière, les relations avec les investisseurs, de même qu'à toutes les questions d'ordre fiscal. Il est soutenu dans ses fonctions par deux premiers vice-présidents, le premier vice-président et contrôleur, et le premier vice-président, Fiscalité.

Technologie de l'information, Services administratifs et Gestion immobilière

Sous la responsabilité du vice-président exécutif et chef de la direction de l'information, le secteur Technologie de l'information, Services administratifs et Gestion immobilière est responsable de l'établissement des orientations et des stratégies en matière de technologie et de gestion des immeubles appartenant à la Banque.

Ce secteur doit, entre autres, veiller à la planification stratégique, aux orientations technologiques, à l'architecture des systèmes, à la sécurité de l'information ainsi qu'à la gestion des projets et des ententes de services.

Au 31 octobre 2001, la valeur comptable nette du matériel informatique et des logiciels existants et en voie de développement de la Banque s'élevait à 115,3 millions \$.

Ressources humaines et Affaires corporatives

Sous la responsabilité de la vice-présidente exécutive, Ressources humaines et Affaires corporatives, ce secteur regroupe un ensemble de fonctions relatives à la planification et au développement des ressources humaines, aux affaires juridiques et à la conformité, aux affaires publiques et aux communications.

Il est également responsable du secrétariat de la Banque et de ses filiales, ainsi que de l'établissement, de l'implantation et de la surveillance des programmes de conformité de la Banque à l'égard des lois, règlements et directives applicables aux activités d'une institution financière.

Le secteur Ressources humaines et Affaires corporatives inclut, entre autres, le service Affaires juridiques et Conformité qui joue un rôle dans tous les dossiers de nature légale et réglementaire et agit également comme soutien dans la réalisation des projets d'entente et de partenariat, dans les transactions, et dans la mise au point des nouveaux produits financiers.

Le service Affaires publiques et communications, pour sa part, assure l'ensemble des communications internes et externes de la Banque, et veille également à valoriser l'image de marque et la contribution de la Banque par le biais de commandites, de relations avec les médias, de programmes de relations publiques et de programmes de soutien à des organismes reconnus.

Au 31 octobre 2001, la Banque comptait 3 884 employés en équivalent temps plein. Un peu plus de la moitié d'entre eux sont regroupés dans un syndicat accrédité pour représenter les employés au Québec et dans la région d'Ottawa. La convention collective régissant les relations de la Banque avec ses employés syndiqués est échue depuis le 30 juin 2001. Des négociations sont en cours depuis le 20 septembre 2001 et à la demande de la Banque, un conciliateur a été nommé le 17 janvier 2002.

Vérification et Sécurité

La fonction Vérification est une fonction indépendante dont la mission est de contribuer à l'atteinte des objectifs de la Banque et de ses filiales en veillant à l'identification des risques inhérents aux activités, au renforcement de la maîtrise de ces risques, et à l'utilisation efficace et efficiente des ressources.

La fonction Sécurité et Protection contribue également à l'atteinte des objectifs de la Banque et de ses filiales en protégeant leurs employés et leurs actifs ainsi que l'intégrité des opérations, et en veillant à préserver leur réputation et leur crédibilité dans le monde des affaires.

Concurrence

La Banque vient au septième rang des banques à charte canadienne (Annexe I). La Banque est en concurrence avec un grand nombre d'autres fournisseurs de services financiers (notamment les autres banques à charte canadienne, les sociétés de fiducie et de prêt, les caisses populaires et « Credit Unions » et les sociétés d'assurance) dans tous les secteurs de ses activités. La Banque s'efforce de répondre à l'ensemble des besoins bancaires et financiers des particuliers et des entreprises en maintenant une gamme complète de produits hautement concurrentiels et un service de qualité supérieure.

Restructuration importante

Entre le 22 avril 2000 et le 4 juillet 2000, B2B Trust a réalisé une restructuration (la « restructuration ») dont l'objectif principal était de combiner au sein de B2B Trust la majeure partie des activités auparavant exercées par la Banque par l'entremise de sa division des services financiers aux intermédiaires (autres que les activités liées aux cartes de crédit et à l'assurance crédit ainsi qu'aux dépôts à terme) et certains autres groupes d'actifs d'une importance stratégique pour la réalisation du plan d'affaires de B2B Trust, avec les dépôts de clients de Compagnie de fiducie Sun Life. En outre, dans le cadre de la restructuration, B2B Trust a transféré à la Banque certains actifs non liés à l'activité principale de B2B Trust. En contrepartie des actifs que la Banque a transférés à B2B Trust, ainsi qu'il est décrit ci-dessus, B2B Trust a émis 333,33 actions ordinaires à la Banque (compte tenu d'un regroupement d'actions à raison de trois pour une), versé une somme en espèces et pris en charge des obligations sous forme de dépôts dans des REER autogérés totalisant environ 150 M\$. Toutes les approbations réglementaires nécessaires pour réaliser les opérations décrites ci-dessus ont été obtenues.

Liquidités et placements

La Banque détient un portefeuille de valeurs mobilières pour satisfaire ses besoins courants de liquidités et de placement à court et à moyen terme, et ce, afin d'assurer un meilleur équilibre entre les différentes échéances des éléments de son actif et de son passif, ou tout simplement pour fins de rendement.

L'état des liquidités et valeur mobilières est présenté sous la rubrique « Actif au bilan » et au tableau 7 « Actif aux bilans », à la page 36 du Rapport annuel 2001. La gestion du risque de liquidité est présentée à la page 49 du Rapport annuel 2001.

Portefeuille de prêts

La composition et l'évolution du portefeuille de prêts de la Banque sont décrites aux pages 36 à 39 du Rapport annuel 2001, au tableau 7 « Actif aux bilans » à la page 36 du Rapport annuel 2001, ainsi qu'au tableau « Bilans consolidés » à la page 52 du Rapport annuel 2001.

Les échéances de l'ensemble du portefeuille de prêts de la Banque, au 31 octobre 2001, sont détaillées à la note 19 b) des états financiers consolidés – « Risque de taux d'intérêt » – à la page 80 du Rapport annuel 2001.

Prêts douteux

Les prêts douteux au 31 octobre 2001 sont présentés au tableau 8 « Prêts douteux » à la page 39 du Rapport annuel 2001, et sous la rubrique « Prêts douteux » aux pages 39 et 40 du Rapport annuel 2001. De plus, les prêts douteux et l'évolution des provisions pour pertes sur créances au cours de l'année 2001 sont présentés à la note 4 des états financiers consolidés - « Prêts douteux et provision pour pertes sur créances » - à la page 69 du Rapport annuel 2001.

Le détail des provisions pour pertes sur prêts pour les trois dernières années est présenté au tableau 5 « Provision pour pertes sur prêts », à la page 33 du Rapport annuel 2001.

Au 31 octobre 2001, ces prêts douteux nets étaient de 14,2 millions \$, entre 90 jours et 179 jours, et de 11,9 millions \$ pour plus de 180 jours. La Banque maintient des provisions suffisantes pour couvrir ces prêts douteux.

Au 31 octobre 2001, la Banque n'avait pas de prêts douteux consentis à des non-résidents.

Le manque à gagner d'intérêt relatif aux prêts douteux, aux prêts renégociés à taux réduit et aux prêts restructurés s'élevait à 3,9 millions \$ pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 2001.

Les informations concernant les politiques de recouvrement de la Banque se retrouvent sous la rubrique « Actif au bilan et actif administré » aux pages 35 à 40 du Rapport annuel de 2001, et sous la rubrique « Gestion du risque de crédit » à la page 50 du Rapport annuel 2001.

Immeubles

La Banque est propriétaire de 40 immeubles dans lesquels sont situées 35 de ses succursales. Un certain nombre des propriétés comprennent également des espaces loués à des fins résidentielles ou commerciales.

Des informations afférentes sont présentées à la note 6 des états financiers consolidés - « Locaux et matériel » - à la page 70 du Rapport annuel 2001.

Protection de l'environnement

Les lois et règlements en matière d'environnement peuvent entraîner certains risques financiers. Dans ses procédures d'évaluation du crédit et d'acquisition de biens, la Banque prend donc en considération les questions environnementales afin de veiller à ce que ses intérêts soient raisonnablement protégés. Jusqu'à maintenant, les risques découlant des questions environnementales n'ont pas eu d'effet important sur les activités ou les résultats de la Banque.

Dépôts

L'évolution des dépôts de la Banque au terme de chacun des trois derniers exercices financiers est présenté au tableau 10 « Dépôts » à la page 40 du Rapport annuel 2001.

Les échéances de l'ensemble du portefeuille de dépôts de la Banque au 31 octobre 2001 sont détaillées à la note 19 b) des états financiers consolidés – « Risque de taux d'intérêt » – à la page 80 du Rapport annuel 2001.

Capital

Toutes les informations sur le capital et les débentures de la Banque sont présentées à la rubrique « Capital » aux pages 40 à 42 du Rapport annuel 2001, ainsi qu'à la note 11 des états financiers consolidés – « Capital-actions » – aux pages 72 à 74 du Rapport annuel 2001.

La description de l'actif administré se retrouve au tableau 9 « Actif administré » à la page 39 du Rapport annuel 2001.

Opérations entre apparentés

Les opérations entre apparentés sont présentées à la note 17 des états financiers consolidés – « Opérations entre apparentés » – à la page 77 du Rapport annuel 2001.

Renseignements financiers consolidés de la Banque

Les renseignements financiers consolidés de la Banque sont présentés aux pages 58 à 84 du Rapport annuel 2001.

RUBRIQUE 5 – PRINCIPAUX ÉLÉMENTS D'INFORMATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE DE LA BANQUE

Données annuelles

Les données financières sommaires pour les cinq derniers exercices financiers sont présentées sous les rubriques « Bilans consolidés » et « États consolidés des résultats » aux pages 52 et 53 du Rapport annuel 2001.

Le sommaire des résultats financiers trimestriels pour les huit trimestres terminés le 31 octobre 2000 et 2001 est indiqué à la page 54 du Rapport annuel 2001 sous la rubrique « Faits saillants trimestriels ».

Dividendes

À l'égard des périodes indiquées ci-dessous, la Banque a versé les dividendes suivants :

	Exercice terminé le 31 octobre		
	<u>2001</u>	<u>2000</u>	<u>1999</u>
	(\$)	(\$)	(\$)
Par action ordinaire.....	1,06	0,94	0,92
Montant total (en milliers de dollars).....	24 098	18 945	18 540
Par action privilégiée de catégorie A, série 2.....	7,00	7,00	7,00
Montant total (en milliers de dollars).....	28	28	28
Par action privilégiée de catégorie A, série 6.....	2,19	2,19	2,19
Montant total (en milliers de dollars).....	5 250	5 250	5 250
Par action privilégiée de catégorie A, série 7.....	1,94	1,94	1,94
Montant total (en milliers de dollars).....	3 875	3 875	3 875
Par action privilégiée de catégorie A, série 8.....	1,94	1,94	1,94
Montant total (en milliers de dollars).....	3 875	3 875	3 875

Politique de dividendes

La Banque a adopté une pratique en matière de dividendes qui vise à distribuer entre 30 % et 40 % du revenu net disponible aux actionnaires ordinaires.

B2B Trust n'a pas l'intention de verser de dividendes dans un avenir prévisible. B2B Trust compte actuellement réinvestir son bénéfice aux fins de la croissance à long terme de l'entreprise. Toute décision future de verser des dividendes sera à la discrétion du conseil d'administration de B2B Trust et sera conforme aux modalités et conditions relatives à toute dette impayée, et dépendra de la situation financière, des résultats d'exploitation, des exigences en matière de capital et de tout autre élément que le conseil d'administration de B2B Trust jugera pertinent.

RUBRIQUE 6 - ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Cette analyse se retrouve sous la rubrique « Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière » aux pages 28 à 45 du Rapport annuel 2001.

RUBRIQUE 7 – MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES

Au 31 octobre 2001, les actions ordinaires et les actions privilégiées de catégorie A, série 6, série 7 et série 8 étaient inscrites à la cote de la Bourse de Toronto. Le 7 novembre 2001, la Banque a émis 4 000 000 actions privilégiées de catégorie A, série 9. Par ailleurs, le 26 novembre 2001, la Banque a procédé au rachat par anticipation de la totalité de ses actions privilégiées de catégorie A, série 6.

RUBRIQUE 8 – ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

En tant que groupe, les administrateurs et membres de la direction supérieure de la Banque exerçaient une emprise sur 193 284 actions ordinaires (0,84 %) de la Banque et sur 47 200 actions ordinaires (0,19 %) de B2B Trust en date du 8 janvier 2002.

Administrateurs

Les renseignements relatifs aux administrateurs de la Banque se retrouvent aux pages 5 à 7 de la Circulaire.

Le conseil d'administration de la Banque a mis sur pied cinq comités auxquels il a délégué certaines responsabilités et certaines fonctions. Le mandat et la composition de ces comités sont présentés de manière détaillée aux pages 86 et 87 du Rapport annuel 2001.

Membres de la direction

La liste suivante identifie les membres du comité de direction et du comité de planification de la Banque, la municipalité dans laquelle ils résident et leurs postes respectifs. Les membres du comité de direction (*) font tous partie du comité de planification.

Nom et

municipalité de résidence

Poste

Marcel Beaulieu

Laval (Québec)

Vice-président, Services financiers aux particuliers, Région Rive-Nord et Ouest du Québec

Chantal Bélanger

Verdun (Québec)

Première vice-présidente, Services financiers aux particuliers, Québec

Luc Bernard

Longueuil (Québec)

Premier vice-président, Marketing, Services financiers aux particuliers et aux entreprises

Louise Bourassa

Montréal (Québec)

Première vice-présidente, Services administratifs

Denise Brisebois

Laval (Québec)

Vice-présidente, Ressources humaines, Services financiers aux particuliers et aux entreprises

**Nom et
municipalité de résidence**

Poste

Jean-Guy Calvé
Laval (Québec)

Vice-président et conseiller senior, Vérification

Robert Cardinal *
Brossard (Québec)

Premier vice-président exécutif et chef de la direction financière

Jacques Daoust *
Verdun (Québec)

Premier vice-président exécutif, Gestion du patrimoine et Courtage
Président du conseil et chef de la direction, BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.
Président du conseil, Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.

François Desjardins
Lachine (Québec)

Vice-président,
Centre télébancaire et Services bancaires électroniques

Jean-François Doyon
Saint-Lambert (Québec)

Vice-président, Vérification et Sécurité

André Dubuc *
Outremont (Québec)

Premier vice-président exécutif, Trésorerie et Marchés financiers et chef de la gestion des risques

Philippe Duby
Laval (Québec)

Vice-président, Impartition, Gestion de projets technologiques

Claude Dulude
Kirkland (Québec)

Vice-président, Services financiers aux entreprises, Québec
Président, BLC Capital II inc.

Richard Fabre
Westmount (Québec)

Vice-président, Services financiers aux particuliers, Région Centre-ville et Sud-Ouest de Montréal

Marco Fortier
Montréal (Québec)

Premier vice-président, Orientations et Vigie, Commerce électronique

France Gagné
Longueuil (Québec)

Vice-présidente, Rémunération et Avantages sociaux

William Galbraith
Newmarket (Ontario)

Vice-président, Grandes entreprises, Région Ontario et Ouest du Canada

Mario Galella
Montréal (Québec)

Vice-président, Services financiers aux particuliers, Région Nord de Montréal et l'Ouest de l'Île

Michel Gendron
Candiac (Québec)

Vice-président, Grandes entreprises, Région Québec

**Nom et
municipalité de résidence**

Poste

Luc Gingras
Saint-Bruno (Québec)

Vice-président, Services financiers aux particuliers, Région Sud du Québec

Richard Guay *
Pointe-Claire (Québec)

Premier vice-président exécutif, Services financiers aux particuliers et aux entreprises
Président du conseil, Corporation financière Brome inc.
Président du conseil, BLC Capital II inc.
Président et chef de la direction, BLC Trust
Président, Trust La Laurentienne du Canada Inc.

Allan B. Hodgson
London (Ontario)

Vice-président, Services financiers aux particuliers, Ontario

Paul Hurtubise
Scarborough (Ontario)

Premier vice-président, Financement immobilier

Rick C. Lane
Scarborough (Ontario)

Vice-président, Financement immobilier, Ontario

Richard Leclerc
Candiac (Québec)

Premier vice-président, Développement des affaires, nouvelles clientèles
Président, BLC Services financiers inc.

Jacques Lussier
Sillery (Québec)

Vice-président, Services financiers aux particuliers, Région Québec et Est du Québec

Yves Magnan
Kirkland (Québec)

Premier vice-président, Fiscalité

Louis Marquis
Verdun (Québec)

Vice-président, Crédit

Suzanne Masson *
Saint-Lambert (Québec)

Vice-présidente exécutive, Ressources humaines, Affaires corporatives et secrétaire
Secrétaire, Trust La Laurentienne du Canada Inc.
Secrétaire, BLC Trust

Chris McMillan
Mississauga (Ontario)

Vice-président, Services financiers aux particuliers, Région Toronto métropolitain

Pierre Minville
Blainville (Québec)

Vice-président, Finance, Planification et Produits réglementés, Services financiers aux particuliers et aux entreprises
Président du conseil, BLC Services financiers inc.

Charles Murphy *
Montréal (Québec)

Vice-président exécutif
Président et chef de la direction, Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.

**Nom et
municipalité de résidence**

Poste

Michael Murray
Montréal Ouest (Québec)

Vice-président, Planification et relations
investisseurs

Marlène Otis
Montréal (Québec)

Vice-présidente, Services financiers aux
entreprises, partenariat

Marc Paradis
Laval (Québec)

Premier vice-président et Contrôleur

Michel Pelletier *
Beaconsfield (Québec)

Vice-président exécutif, Services aux
intermédiaires
Cochef de l'exploitation, B2B Trust

V.P. Pham *
Ville Mont-Royal (Québec)

Vice-président exécutif et chef de la direction de
l'information

Bernard Piché *
Toronto (Ontario)

Vice-président exécutif
*Cochef de l'exploitation et chef de la direction
financière, B2B Trust*

Lorraine Pilon
LaSalle (Québec)

Première vice-présidente, Affaires juridiques et
Conformité et secrétaire adjointe
Vice-présidente, Affaires juridiques et secrétaire
adjointe, Trust La Laurentienne du Canada Inc.
Secrétaire, B2B Trust
Secrétaire, BLC-Edmond de Rothschild gestion
d'actifs inc.

Réjean Robitaille
Laprairie (Québec)

Premier vice-président et Trésorier

Henri-Paul Rousseau *
Outremont (Québec)

Président et chef de la direction, Banque
Laurentienne
Président et chef de la direction, B2B Trust
Vice-président du conseil et chef de la direction,
Trust La Laurentienne du Canada Inc.

Claude Sasseville
Montréal (Québec)

Vice-président, Services financiers aux
particuliers, Est de Montréal et Mauricie

André Scott
Boucherville (Québec)

Vice-président exécutif, Services financiers aux
entreprises

Marie-Josée Sigouin
Laprairie (Québec)

Vice-présidente, Relations de travail et Ressources
humaines, siège social

John L. Smith
Mississauga (Ontario)

Premier vice-président, Financement commercial

Robert Teasdale *
Lorraine (Québec)

Premier vice-président, Services financiers aux
particuliers, Ontario et Ouest du Canada

**Nom et
municipalité de résidence**

Poste

Jean Patrice Venne
Verdun (Québec)

Vice-président, Ventes et Marketing, cartes de
crédit

Rollie Zellmer
Edmonton (Alberta)

Vice-président, Services financiers aux
particuliers, Ouest canadien

Alicia Zemanek
Vaudreuil-Dorion (Québec)

Vice-présidente, Intégration des risques et gestion
du risque opérationnel

Tous les dirigeants de la Banque mentionnés aux pages précédentes occupent le poste indiqué en regard de leur nom ou ont occupé d'autres fonctions de direction au sein de la Banque au cours des cinq dernières années, à l'exception de M. Jacques Daoust qui, avant le mois d'avril 1998, était vice-président exécutif chez Trust Général du Canada; de M. Luc Bernard qui, avant le mois de décembre 2001, était président de Osmoz Marketing et, avant le mois d'octobre 1999, vice-président, Marketing et Actuariat, chez Groupe Unindal; de Mme Denise Brisebois qui, avant le mois de septembre 2001, était vice-présidente, Ressources humaines chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. et, avant le mois d'avril 2000, directrice principale, Ressources humaines, à la Banque Laurentienne du Canada; de M. Jean-François Doyon qui, avant le mois de décembre 2000, était directeur, Vérification interne, à la Société Financière Desjardins-Laurentienne et, avant le mois de mars 1999, directeur, Audit interne, à la Banque Nationale de Paris (Canada); de M. André Dubuc qui, avant le mois de mars 1998, était premier vice-président chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.; de M. Philippe Duby qui, avant le mois de février 1998, était consultant et, avant le mois d'août 1997, directeur général, Systèmes d'information, chez Vidéotron Systèmes d'information; de M. Marco Fortier qui, avant le mois de juin 2000, était consultant à la Banque Laurentienne du Canada et, avant le mois d'août 1999, vice-président, Développement, Placements, du Groupe Vie Desjardins-Laurentienne inc.; de Mme France Gagné qui, avant le mois d'août 2000, était associée principale, Ressources humaines et rémunération internationale, chez Bell Canada International inc., avant le mois de février 1999, conseillère principale, Rémunération, chez Canadien National et, avant le mois de janvier 1998, conseillère, Rémunération des cadres supérieurs, chez Towers Perrin; de M. Michel Gendron qui, avant le mois de mars 1997, était premier vice-président, Financement d'entreprises, de la Corporation Canadienne de Financement Limitée; de M. Luc Gingras qui, avant le mois de février 1998, était chef de section chez Diners Club, Citibank (Montréal) et, avant le mois de septembre 1997, a occupé divers postes à la Banque Laurentienne du Canada; de M. Richard Leclerc qui, avant le mois de juin 2000, était vice-président, Gestion du patrimoine, à la Banque Nationale du Canada et, avant le mois de novembre 1998, a occupé divers postes, également à la Banque Nationale du Canada; de Mme Suzanne Masson qui, avant le mois de mai 1998, était première vice-présidente, Services corporatifs, chez ING Canada; de M. Pierre Minville qui, avant le mois de janvier 2000, était directeur, Finances, Fusions et Acquisitions chez BCE Inc. et, avant le mois de juin 1997, associé, Financement des sociétés chez Gordon Capital Corporation; de M. Michael Murray qui, avant le mois d'août 1998, était contrôleur adjoint chez Power Corporation du Canada; de M. André Scott qui, avant le mois de février 2002, était vice-président exécutif, Administration et Service à la clientèle, chez B2B Trust et, avant le mois de mai 2000, premier vice-président, Crédit, à la Banque Laurentienne du Canada; et de M. Rollie Zellmer qui, avant le mois de février 1998, était propriétaire/opérateur de The Great Canadian Bagel.

RUBRIQUE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

La Banque fournira à toute personne ou société en faisant la demande auprès du secrétaire de la Banque, 1981, avenue McGill College, 20^{ième} étage, Montréal (Québec) H3A 3K3 :

- a) lorsque les titres de la Banque font l'objet d'un placement dans le cadre d'un prospectus simplifié provisoire ou d'un prospectus simplifié :
 - i) un exemplaire de la notice annuelle de la Banque et un exemplaire de tout document ou des pages pertinentes de tout document qui y sont intégrés par renvoi;
 - ii) un exemplaire des états financiers comparatifs de la Banque pour son dernier exercice financier pour lequel des états financiers ont été déposés, le rapport du vérificateur sur ces états financiers et un exemplaire des états financiers intermédiaires les plus récents que la Banque a déposés, le cas échéant, pour toute période postérieure à son dernier exercice financier;
 - iii) un exemplaire de la circulaire d'information de la Banque portant sur son assemblée annuelle des actionnaires la plus récente à laquelle il y a eu élection d'administrateurs, ou un exemplaire de tout document annuel déposé en lieu et place de cette circulaire d'information, suivant le cas;
 - iv) un exemplaire de tout autre document intégré par renvoi au prospectus simplifié provisoire ou au prospectus simplifié et que la Banque n'est pas tenu de fournir en vertu des sous-alinéas (i), (ii) ou (iii);
- b) et à tout autre moment, un exemplaire de tout document mentionné aux sous-alinéas a)(i), (ii) et (iii), pour lequel la Banque pourra exiger des frais raisonnables si la demande est faite par une personne ou une société qui n'est pas un porteur de titres de la Banque.

Des renseignements complémentaires, portant notamment sur la rémunération et la dette des administrateurs et des dirigeants, le nom des principaux porteurs de titres de la Banque, les options d'achat d'actions et les participations des initiés dans des opérations importantes, le cas échéant, se retrouvent dans la circulaire d'information de la Banque portant sur son assemblée annuelle des actionnaires la plus récente à laquelle il y a eu élection d'administrateurs. Des renseignements financiers complémentaires se retrouvent également dans les états financiers comparatifs de la Banque pour son dernier exercice financier.